



PLEIN PHARE SUR CELLES ET CEUX QUI ONT CHOISI L'ÉCONOMIE SOCIALE

Le **CESIM** poursuit sa mission de faire rayonner l'économie sociale, où chaque achat s'avère un fidèle engagement envers la communauté. Et pour ce faire, quoi de mieux que de vous présenter de magnifiques entreprises sociales qui contribuent à rendre notre communauté plus inclusive, plus résiliente et plus durable ?

Découvrez ces organisations qui participent au développement économique montréalais et avec qui nous vous invitons à nouer de nouvelles collaborations dans le cadre de vos achats responsables.

Aujourd'hui, nous sommes heureux de mettre à l'honneur une collaboration entre deux partenaires, le Cégep Marie-Victorin et Bois Public, qui travaillent main dans la main depuis le contrat signé dans le cadre de la 6^e édition de l'initiative *L'économie sociale : j'achète !* (ESJA).

Nous profitons également de l'occasion pour mettre à votre disposition l'index qui réunit les 28 entreprises d'économie sociale de la nouvelle cohorte 2023-2024.

> 28 ENTREPRISES À DÉCOUVRIR



Pour découvrir les 28 entreprises d'économie sociale qui ont rejoint la 7^e cohorte de *L'économie sociale : j'achète!* nous mettons à votre disposition un **index** qui vous permettra de mieux les connaître et de découvrir leur offre de produits et services.

N'hésitez pas à les contacter afin de créer des occasions d'affaires avec celles-ci, elles ont tout un univers à vous offrir !

Elles sauront également être à votre écoute pour des projets sur-mesure !

> [Consultez l'index](#)

> DUO GAGNANT



ÉTS et Polliflora : des fleurs pour un savant partenariat !

Le printemps : un excellent prétexte pour ramener dans l'actualité les nombreux bienfaits de l'économie sociale pour la communauté montréalaise. L'occasion, aussi, de vous présenter [Polliflora](#), une coopérative de solidarité à but non lucratif qui souhaite démontrer l'importance des pollinisateurs, accélérer la création d'habitats favorables à la biodiversité et promouvoir des pratiques apicoles responsables en milieu urbain.

La coopérative compte d'ailleurs sur l'appui d'un client d'importance : [l'École de technologie supérieure](#) (ÉTS), premier établissement universitaire carboneutre de Montréal. Ce duo gagnant fait donc aujourd'hui l'objet de cette deuxième infolettre du CESIM ! Sans plus tarder, lisez ce qui suit pour découvrir non seulement l'origine de cette collaboration, mais aussi les meilleurs conseils de ces experts chevronnés qui souhaitent brasser des affaires autrement, pour le bien collectif.

Rencontre en terrain fertile

Elsa Angers, coordonnatrice du développement d'affaires pour Polliflora, travaille au sein de la coopérative depuis cinq ans maintenant. « *L'ÉTS nous a contactés directement à la suite de la recommandation d'une autre entreprise d'économie sociale, Éco-Pivot* », explique-t-elle. L'objectif de ce coup de fil ? L'établissement d'enseignement souhaitait transformer cinq espaces moins valorisés en îlots de biodiversité.

« *Une visite sur le terrain a été organisée avec les deux équipes et la relation s'est établie rapidement. Ils étaient convaincus de notre savoir-faire et de l'importance de notre mission. Un climat de confiance règne depuis le début* », enchaîne-t-elle. *Un grand respect semble effectivement s'être établi entre les deux partenaires. « On s'assure de faire rayonner nos initiatives respectives »*, dit-elle, souriante.

Les activités de Polliflora sont scindées en trois divisions : l'apiculture, l'éducation et le verdissement. C'est dans cette dernière branche que l'entreprise d'économie sociale dessert l'ÉTS. « *Et nous avons aussi organisé des visites guidées sur le site pour sensibiliser les étudiants à l'importance des pollinisateurs et pour présenter ces mêmes îlots de*

biodiversité. » Et à ce contrat d'aménagement s'ajoute un contrat d'entretien d'une durée de trois ans !

Elsa Angers constate que les choses vont bien pour son organisation. « *Le Parc olympique, le parc Jean-Drapeau et l'Aéroport international Montréal-Trudeau (YUL) figurent aussi au nombre de nos clients. On travaille avec des villes — Laval et Varennes, notamment — et des arrondissements de la grande région métropolitaine, bien évidemment.* »

Jean-François Bourque, directeur adjoint aux approvisionnements pour l'ÉTS, n'a que de très bons mots à formuler au sujet de Polliflora. « Nous sommes heureux de pouvoir compter sur leur expertise », rappelle-t-il. L'université spécialisée en génie appliqué n'en est d'ailleurs pas à ses premiers pas en affaires avec une entreprise d'économie sociale...

Prendre racine dans l'économie sociale

« *Des prestataires de services alimentaires ont mis la main à la pâte lors de certains événements corporatifs et Insertech s'apprête à faire valoir son offre de service auprès d'acheteurs à l'interne* », souligne-t-il. Par le passé, Soverdi, pour la plantation de 76 arbres et 86 arbustes majoritairement indigènes, a aussi déployé son expertise auprès de l'ÉTS. Voilà de quoi inspirer les grands donneurs d'ordres qui souhaitent façonner l'avenir à leur image !

Le mot de la fin appartient à Elsa Angers, de Polliflora. « *L'économie sociale, c'est le modèle à emprunter pour les entreprises qui souhaitent s'impliquer et s'attaquer aux enjeux environnementaux et sociaux, tout en limitant les effets négatifs du capitalisme* », résume-t-elle. Alors, pour porter la semence du changement, quoi de mieux que de se familiariser avec le concept ?

> PLEIN PHARE SUR...



Économie sociale : une bonne note pour l'ÉTS

L'École de technologie supérieure (ÉTS) est évidemment très fière de son implication dans l'économie sociale. L'équipe constate ainsi pouvoir faire la différence. « *Ce sentiment d'accomplissement vient probablement du fait que l'on a l'impression de maximiser la valeur*

de chaque dollar investi dans chacune de nos acquisitions », souligne Hélène Proulx, agente d'approvisionnement et de gestion administrative à l'ÉTS.

Et une autre raison explique l'engouement démontré par l'ÉTS pour l'économie sociale : le désir de s'améliorer, année après année. Au moment d'utiliser le SEO pour la publication de leurs avis, la distribution de leurs documents d'appel d'offres et la publication des renseignements relatifs à leurs contrats, les organismes publics doivent remplir une section portant sur les 21 indicateurs d'acquisition responsable élaborés par le gouvernement du Québec.

« Privilégier les entreprises d'économie sociale est l'un de ces indicateurs. Puisque les données liées à ces critères d'acquisition durable sont compilées dans un rapport annuel, le fait de faire affaire avec des entreprises d'économie sociale bonifie donc la note obtenue par notre organisation à ce chapitre », résume Hélène Proulx.

> LE COIN DES BONNES PRATIQUES



Approvisionnement : le défi des institutions d'enseignement

Comme c'est notamment le cas pour l'Université McGill, l'École de technologie supérieure (ÉTS) est assujettie à la *Loi sur les contrats des organismes publics* (LCOP). Les établissements d'enseignement ont une multitude de besoins à combler en matière d'approvisionnement. L'ÉTS acquiert des fournitures de bureau, du mobilier, des véhicules, des outils, de l'équipement scientifique, des logiciels et doit également s'assurer d'obtenir une multitude de services dans le cadre de ses activités...

Des besoins en approvisionnement qui peuvent donc devenir complexes, sachant que le campus regroupe plus d'une quinzaine de bâtiments et que des centaines d'employés à l'interne possèdent un certain pouvoir d'achat. Pour se faciliter la tâche, l'ÉTS effectue aussi plusieurs achats en collaboration avec le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG). « De façon générale, notre système repose sur la *décentralisation des dépenses publiques en fonction de la valeur des contrats* », explique Jean-François Bourque.

Sous le seuil de 50 000 \$

Les acheteurs de l'ÉTS ont alors la possibilité de faire du gré à gré auprès des entreprises. Pour mousser le recours à l'économie sociale, l'équipe dédiée à l'approvisionnement poursuit ses efforts de sensibilisation auprès d'eux. « *Nous souhaitons exercer un pouvoir d'influence en déployant nos propres formations ou par l'entremise de formations données par le Centre d'études et de recherches intersectorielles en économie circulaire (CERIEC)* », dit-il.

Et ce n'est pas tout : la mobilisation de la communauté étudiante, du corps professoral et la promotion du répertoire [akcel acheteurs](#) font aussi parties du plan de match !

Au-dessus du seuil de 50 000 \$

Les achats passent alors par le bureau d'approvisionnement, qui prend soin d'ajouter notamment des critères liés au développement durable au moment d'effectuer un appel d'offres ou de renouveler un contrat qui arrive à échéance.

D'ailleurs, depuis le mois de décembre 2022, les organismes publics québécois doivent inclure des [indicateurs d'acquisition responsable](#) dans leurs affichages au Système électronique d'appel d'offres (SEAO). « *Pour tirer votre épingle du jeu dans un appel d'offres, assurez-vous de faire une lecture attentive du devis, de valider votre admissibilité et de fournir tous les documents demandés. S'il y a une évaluation qualitative, le soumissionnaire doit veiller à répondre adéquatement aux critères d'évaluation* », recommande Jean-François Bourque.

> LA ZONE DE CONSEILS



Pour tisser une relation durable avec les entreprises d'économie sociale...

Conseil n° 1

« *L'approche des petits pas est toujours une possibilité à envisager au moment de nouer une nouvelle relation d'affaires. Il y a moyen d'y aller un contrat à la fois. Et les rencontres du CESIM peuvent évidemment être une bonne porte d'entrée pour arriver à vos fins.* »

— Jean-François Bourque, directeur adjoint aux approvisionnements pour l'ÉTS

Conseil n° 2

« Qu'on soit une entreprise d'économie sociale ou un grand donneur d'ordres, il y a un travail d'éducation à faire avec notre partenaire. Si la première effectue une approche auprès du second, celui-ci ne doit pas hésiter à lui expliquer le fonctionnement d'une entreprise publique et de ses processus. Ça facilite le travail de tous les intervenants et, surtout, cette discussion ouvre aussi la voie à l'entreprise d'économie sociale pour lui permettre de travailler auprès d'autres compagnies publiques. »

— Hélène Proulx, agente d'approvisionnement et de gestion administrative à l'ÉTS

Conseil n° 3

« Dans notre industrie, où le facteur de la saisonnalité est d'une grande importance, je recommande aux éventuels clients d'approcher les entreprises d'économie sociale avec une certaine préparation en amont : un budget établi et une forme d'autorisation en main pour que nous puissions aller de l'avant rapidement. »

— Elsa Angers, coordonnatrice du développement d'affaires pour Polliflora